

Les Echos

LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Disparition. Bernard Tapie, l'homme aux mille vies, est décédé dimanche. // PP. 2-3

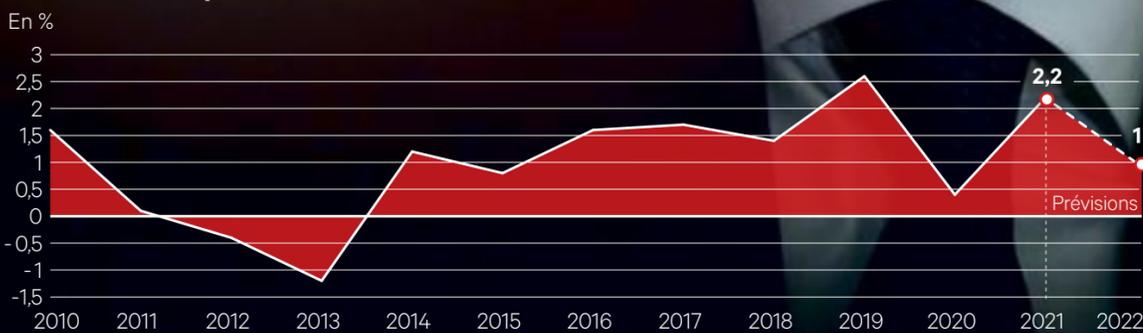
Commerce Auchan dit non à Carrefour pour une vente mais garde le dialogue ouvert. // P. 19

Pouvoir d'achat : Macron défend son bilan

- L'exécutif assure que le pouvoir d'achat a deux fois plus progressé durant ce quinquennat que pendant les deux précédents.
- Tous les ménages seraient gagnants, avec un gain plus fort pour les plus modestes.
- La majorité vise désormais la « stabilité fiscale », promet le rapporteur général du Budget.

// PAGE 4

L'évolution du pouvoir d'achat



« LES ÉCHOS » / SOURCE : INSEE, PRÉVISION PLF 2022

Mauvaise rentrée pour l'automobile

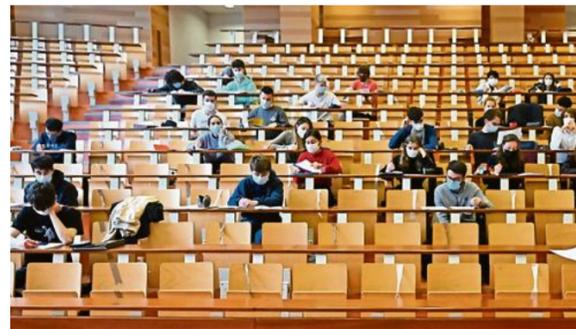
AUTOMOBILE Mois après mois, le marché automobile français recule. Les ventes ont chuté de plus de 20 % en septembre par rapport à l'an dernier et de 23,2 % depuis janvier par rapport à la période équivalente pré-Covid de 2019. Ce décrochage inquiète. L'allongement des délais de livraison dû à la pénurie de semi-conducteurs n'explique pas tout. En délaissant la voiture moyenne, les constructeurs ne se sont-ils pas tirés une balle dans le pied ? Alors que le marché de l'occasion ne s'est jamais aussi bien porté, le consommateur, un peu perdu face aux promesses de tout-électrique, tergiverse et attend.

// PAGES 19 ET 20, L'ANALYSE PAGE 12 ET L'ÉDITORIAL DE JULIE CHAUVEAU PAGE 17



Shutterstock

Ce que les patrons attendent des universités



Damien Meyer/AFP

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Qu'il est loin le temps où, il y a quelques années encore, l'insertion professionnelle était un sujet tabou dans les universités ! Mais il reste du chemin à parcourir. C'est ce qu'illustre un sondage OpinionWay pour la Conférence des présidents d'université que révèle « Les Echos ». Selon cette,

étude, 83 % des patrons considèrent que les diplômés des universités ne sont pas assez préparés à la vie professionnelle. Seuls les diplômés de licences professionnelles sont jugés immédiatement opérationnels. Les présidents d'université s'apprentent à faire des propositions à l'exécutif, et aux branches industrielles. // PAGE 7

Energie : Paris cherche aussi une réponse européenne à la hausse des prix

UNION EUROPÉENNE La hausse des prix de l'énergie sera au cœur des réunions des ministres européens de l'Economie, ces lundi et mardi. Paris veut revoir le marché européen de l'électricité, « aberrant », selon Bruno Le Maire. La hausse du prix du gaz renchérit mécaniquement la facture, même dans des pays comme la France dont 70 % de l'électricité est d'origine nucléaire. Paris se heurte à la réticence de l'Allemagne et des Pays-Bas, qui préfèrent laisser le marché se réguler. Dépendante du gaz algérien et victime des tensions entre Alger et Rabat, Madrid propose une réserve stratégique européenne de gaz. // PAGE 8



Le charme discret de la vie politique allemande

Le regard sur le monde de Dominique Moïsi

La France aurait bien des leçons à tirer du dernier scrutin allemand. La vie politique outre-Rhin n'a peut-être pas le goût du spectacle que l'on cultive en France. Mais cette discrétion n'est-elle pas la force d'une grande démocratie ? // PAGE 13

RETROUVEZ L'ÉDITO ÉCONOMIQUE DE FRANÇOIS VIDAL TOUS LES JOURS À 7H10

Les Echos sur RADIO CLASSIQUE Et votre journée devient plus belle

M 00104 - 1004 - F: 3,00 €



ISSN0153.4831 NUMÉRO 23551 114^e ANNÉE 38 PAGES

Antilles Réunion 4,10 €. Belgique 3,60 €. Espagne 4,40 €. Grande-Bretagne 3€80. Grèce 4,20 €. Italie 4,40 €. Luxembourg 3,80 €. Maroc 35 DH. Suisse 5,90 FS. Tunisie 5,50 TND. Zone CFA 3100 CFA.

Logiciel de gestion d'entrepôt

- Contrôle du stock en temps réel
- Baisse des coûts
- Préparation de commandes
- Adaptable à l'e-commerce
- Élimination des erreurs

MECALUX Software Solutions

mecalux.fr/logiciel 01 60 11 92 92

Dubaï lance sa fastueuse exposition universelle aux portes du désert

- Les festivités sont ouvertes, avec plus de 190 pays venus présenter leurs vitrines technologiques et culturelles.
- Une prouesse logistique et diplomatique, après un report d'un an pour cause de pandémie.

ÉVÉNEMENTIEL

Martine Robert
@martiRD

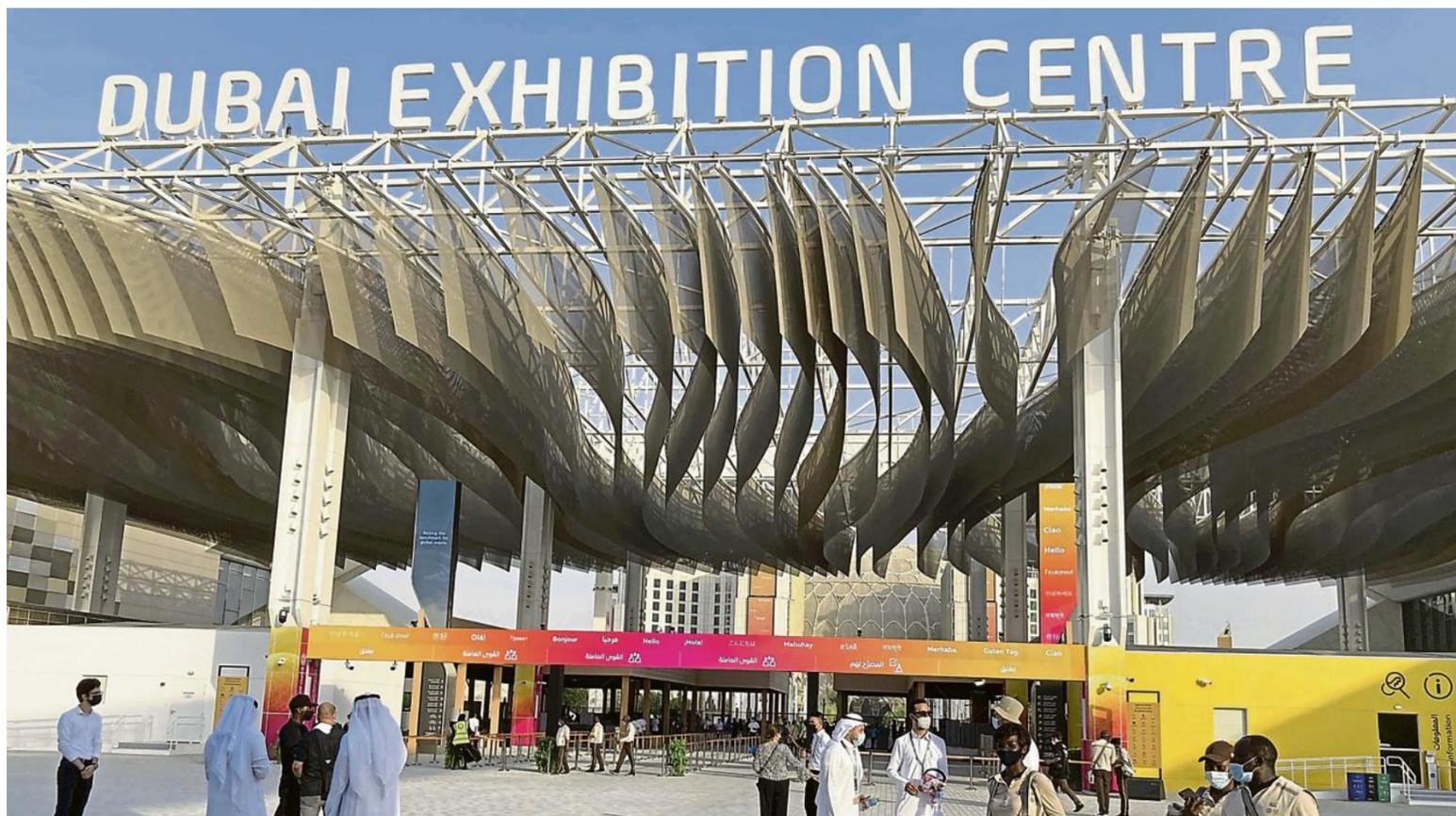
Ce doit être « l'exposition universelle la plus exceptionnelle de l'histoire », à la démesure d'un territoire de gratte-ciel au milieu du désert. C'est du moins la promesse du cheikh Mohammed ben Rachid al-Maktoum, le dirigeant de l'émirat de Dubaï. En présence de la famille royale, le coup d'envoi de l'Expo 2020 a été donné jeudi sur les rives du golfe Persique, avant l'ouverture au grand public, vendredi.

« L'événement est le premier de cette ampleur, post-Covid. La pandémie a donné un sens nouveau, renforcé, à la thématique choisie par les Emirats – "Connecter les esprits, construire le futur" – alors que l'on a tous souffert pendant dix-huit mois du repli sur soi », affirme Antoine Bourdeix, directeur de la communication du Bureau international des expositions (BIE), basé à Paris.

Une prouesse diplomatique

Reportée d'un an à la demande de l'ensemble des Etats membres du BIE pour cause de pandémie, l'Expo 2020 Dubaï n'a rien lâché de ses ambitions. L'événement est parvenu à réunir pour six mois plus de 190 pays (contre 125 à Milan en 2015 sur un espace trois fois moins grand), dont Israël et le Qatar, une prouesse diplomatique.

« Une exposition universelle, ce n'est pas juste un parc thématique, avec un seul organisateur. Chaque pays a son commissaire général, qui a dû manager à distance son pavillon. Il a aussi fallu prendre des mesures strictes pour protéger la santé des ouvriers du chantier. Ainsi, 5.000 volontaires ont été équipés de montres connectées, en coopération avec l'université de Charjah, permettant de mesurer en temps réel leurs données de santé », raconte le cadre du BIE.



L'Expo 2020 espère recevoir 16 millions de visiteurs (et 25 millions de visites), avec 70 % d'étrangers. Photo Keigo Sakai/AP/Sipa

« Evidemment, le report a engendré des surcoûts pour tous. Le coût du pavillon France était estimé à 30 millions avant le Covid, financé aux deux tiers par l'Etat et un tiers par le privé. Le surcoût de 5 millions, l'Etat a dû le prendre à sa charge. Chaque pays reçoit un terrain et a la maîtrise de son chantier : celui-ci n'a jamais été stoppé, mais a subi des ralentissements dus au manque de matériaux et aux fermetures de liaisons entre emirats », précise Erik Linquier, président de Cofrex, la Compagnie française des expositions.

« Il est compliqué d'évaluer le coût d'une exposition universelle, qui est un catalyseur de rénovation urbaine. »

ANTOINE BOURDEIX
Directeur de la communication du BIE

Si les organisateurs ne communiquent pas sur le coût de l'événement pour eux, des rumeurs évoquent une enveloppe de 5 à 6 milliards de dollars, hors frais liés aux infrastructures de transport. « Il est toujours compliqué d'évaluer le coût d'une exposition universelle, qui est un catalyseur de rénovation urbaine, permettant de construire en dix ans ce que l'on aurait bâti en vingt ou trente : là, le métro a été prolongé de 15 kilomètres en direction du nouvel aéroport de Dubaï », rappelle Antoine Bourdeix.

Le site sera reconverti en un quartier high-tech, avec notamment l'installation du QG régional de Siemens, ainsi qu'une zone dédiée à la culture scientifique popularisée, à la manière de notre Cité des sciences. L'Expo 2020 espère recevoir 16 millions de visiteurs (et 25 millions de visites), avec 70 % d'étrangers venant surtout du Moyen-Orient, d'Inde, de Chine, d'Asie, au prix de contraintes sanitaires strictes : pour prendre un vol à destination des Emirats, test PCR obligatoire de moins de 48 heures, obligation de télécharger l'appli-

Alhosn (le TousAntiCovid local), distanciation de 2 mètres dans les files d'attente, jauge de 4 m² par personne dans les pavillons...

« La fréquentation visée peut être atteinte, car les Emirats constituent une plaque tournante aéroportuaire, portuaire, commerciale. Tous les vols Emirates offrent un billet gratuit pour l'exposition et un stop possible lorsque vous êtes en transit. Le site est très proche de l'aéroport, l'un des premiers au monde en termes de passagers », observe Antoine Bourdeix. ■

Un Pavillon France tourné vers les affaires

Espace événementiel et centre de conférence, il compte une quarantaine d'entreprises partenaires qui en attendent des retombées commerciales.

En arpentant les pavillons des pays, la tonalité dominante est clairement le divertissement, avec une profusion de vidéos enrichies d'effets spéciaux, de robots, d'expériences sensorielles. Le Pavillon France tranche par son côté plus sérieux, pédagogique, technologique. « Mettre l'innovation scientifique au service du progrès humain : voilà, depuis le Siècle des Lumières, l'ambition de la France », rappelle Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Sous les 2.500 mètres carrés de tuiles solaires photovoltaïques, le visiteur découvre l'« Encyclopédie » de Diderot et d'Alembert, voyage dans Notre-Dame en réalité augmentée grâce à Histoverly et L'Oréal, s'initie aux mobilités de demain ou à l'horloge futuriste d'EDF et Schneider Electric qui affiche en temps réel les consommations énergétiques du bâtiment.

« Nous sommes très présents aux Emirats via Airbus, Accor, le métro avec Alstom et Keolis... C'est l'occasion de valoriser nos savoir-faire auprès des chercheurs, patrons, territoires, qui viendront sur le site », souligne Franck Riester, chargé du Commerce extérieur.

« C'est une aubaine après la pandémie ; nous avons près de 70 établissements dans les Emirats », confirme Marc Descrozaile, directeur opérationnel d'Accor pour l'Inde, le Moyen-Orient et l'Afrique. Sur le Pavillon, il promeut All, la plateforme d'offres exclusives du groupe, et assure le catering.

Etil a fort à faire car le Pavillon est conçu pour faciliter les affaires, avec salons privés, terrasse-bar panoramique... « C'est à la fois un espace événementiel et un mini-centre de conférence. Nous attendons une quarantaine de délégations d'entreprises, amenées par Business France, les chambres de commerces. Les opportunités sont exceptionnelles car les Emirats ont financé les pavillons d'une centaine de pays, notamment africains, pour qu'ils soient tous là », se félicite Erik Linquier, commissaire du Pavillon.

Doter l'Hexagone d'une expertise spécifique

Pour cette première exposition universelle organisée au Moyen-Orient, l'Etat lui a confié les clés de la Compagnie française des expositions, destinée à doter la France d'une expertise spécifique. « Nous allons assurer une continuité entre ces expositions tous les cinq ans et optimiser leurs coûts », explique-t-il. Afin de trouver des financements privés, il a vanté aux entreprises tricolores l'intérêt à la fois commercial et d'image de leur participation, la

totalité du CAC 40 ayant ses quartiers pour l'Asie et l'Afrique dans les Emirats et des centaines d'autres sociétés y étant présentes.

Au total, ce showroom technologique, touristique, gastronomique et culturel rassemble une quarantaine d'enseignes, dont le CNES, Renault, Engie, Accor, CMA CGM, Flying Whales et son dirigeable dédié au fret, Art Explora et son catamaran-musée... Erik Linquier regrette toutefois l'absence de la SNCF et de Keolis alors que la RATP est là, du groupe Airbus – même si ArianeGroup a répondu à l'appel –, ou de LVMH et Kering malgré la présence de Chahoub qui distribue le luxe français au Moyen-Orient.

Il faut dire que le ticket varie de 85.000 à 1 million d'euros. Les entreprises peuvent opter pour du mécénat ouvrant droit à défiscalisation, comme Engie, ou du sponsoring pour plus de visibilité, à l'instar de Renault. Des start-up sont invitées telle Immertech et sa capsule de téléportation. Car le Pavillon se veut un accélérateur de projets. Lors de la Journée de la France, samedi, le direct de Thomas Pesquet depuis la Station spatiale a été précédé d'une performance inédite : la restitution du son émis par la fusée Ariane à son décollage, grâce à l'ingénierie acoustique de Devialet et à l'expertise d'ArianeGroup. Une future attraction pour le Pavillon France qui aura une seconde vie au CNES à Toulouse ? — M. R.

annonces judiciaires & légales



MODIFICATION DE LA ZONE DE PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL URBAIN ET PAYSAGER (ZPPAUP) DE LA COMMUNE DE MANDRES-LES-ROSES AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté n°AP2021-073 en date du 7 septembre 2021, le Territoire Grand Paris Sud Est Avenir a prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de la commune de Mandres les Roses.

Les registres destinés à recueillir les observations du public seront mis à disposition du public, durant toute la durée de l'enquête publique, du vendredi 1 octobre au vendredi 29 octobre 2021 inclus. Un dossier d'enquête publique sera déposé et mis à la disposition du public au sein des locaux :

- De la Mairie de Mandres-les-Roses, au service urbanisme, 4 rue du Général Leclerc, 94520, aux heures d'ouverture de l'hôtel de Ville :
 - du lundi au vendredi de : 8h45 à 12h et de 14h à 17h30
 - les Mercredi et samedi de : 8h45 à 12h.
- De la Direction des Affaires Juridiques des Assemblées et du Patrimoine de l'établissement public territorial GPSEA, 14 rue Le Corbusier, 94000 Créteil, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Un poste informatique sera également mis à disposition du public afin de permettre la consultation du dossier d'enquête publique à la mairie de Mandres-les-Roses, au service urbanisme, 4 rue du Général Leclerc 94 520, aux heures d'ouverture de ce service.

Le dossier d'enquête publique ainsi que les informations relatives à son organisation pourront également être consultés, pendant la durée de l'enquête publique, sur le site internet de la ville de Mandres-les-Roses www.ville-mandres-les-roses.fr et sur le site internet de

l'établissement public territorial GPSEA (www.sudestavenir.fr), ainsi que sur le site de publications administratives : <http://modification-zppaup-mandreslesroses.enqueteepublique.net>

- Vendredi 1 octobre 14h00 à 17h00,
- Mercredi 6 octobre de 9h à 12 h.
- Samedi 16 octobre de 9 h à 12 h.
- Vendredi 29 octobre de 14h à 17 h

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées par correspondance à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur - Enquête sur le projet de modification de la ZPPAUP de la commune de Mandres-les-Roses - Mairie de Mandres-les-Roses, service urbanisme 4 rue du Général Leclerc, 94520 Mandres-les-Roses ou par voie électronique à l'adresse suivante : modification-zppaup-mandreslesroses@enqueteepublique.net

A l'expiration de cette enquête publique, le commissaire-enquêteur transmettra le dossier accompagné de ses conclusions, de l'ensemble des pièces et de son avis au Président de Grand Paris Sud Est Avenir.

Ces conclusions seront tenues à la disposition du public, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la mairie de Mandres les Roses, au siège de Grand Paris Sud Est Avenir et à la Préfecture du Val-de-Marne et seront diffusées sur les sites internet mentionnés plus haut.

La ligne de référence est de 40 signes en corps minimal de 6 points didot.

Le calibrage de l'annonce est établi de filet à filet.

Les départements habilités sont 75, 78, 91, 92, 93, 94, 95 et 69.